



Colombie

LES NOUVELLES ROUTES DE LA COCAÏNE

Les filières du deuxième pays producteur au monde profitent de l'affaiblissement politique et économique du voisin vénézuélien pour y installer de véritables plateformes de distribution vers les États-Unis et l'Europe.

Le dealer colombien Gildardo De Jesus Escalante Villegas (au centre), après son arrestation, en mai 2013.

Le 2 décembre 1993, Pablo Escobar, maître du Cartel de Medellín, tombe sous les balles de la Police nationale colombienne (PNC). Avec lui, disparaît le concept de « cartel » : une organisation verticale du commerce en gros de la cocaïne, depuis la production jusqu'à sa commercialisation, qui se caractérise en Colombie par une violence rare.

Vingt ans plus tard, à l'occasion de l'anniversaire de la mort du baron de la drogue, le quotidien *El Tiempo* revenait sur ces années sombres : « Grâce à son pouvoir de corruption, Escobar est parvenu à entrer au Congrès comme député. La barbarie a commencé le 30 avril 1984, avec l'assassinat du ministre de la Justice, Rodrigo Lara Bonilla. Depuis cette date, les homicides et les attentats terroristes n'ont plus cessé. »

Aujourd'hui, toutefois, la situation du trafic de la cocaïne colombienne apparaît très différente : « Il n'y a plus de grands cartels. Seuls subsistent des organisations aux capacités bien moindres que celles des cartels de Medellín et de Cali », souligne le journaliste Yesid Lancheros.

Pourquoi une telle évolution ? Pour David Weinberger, chargé de recherches à l'Institut nationale des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), l'explication est simple : « La Colombie est trop surveillée. » Le plan d'action mis en place et financé par les États-Unis et les gouvernements colombiens d'Andrés Pastrana et d'Alvaro Uribe, de 1996 à 2006, afin de réduire les cultures de coca dans le pays, a porté ses fruits. Et, depuis 2003, l'accord de San José, qui renforce la surveil-

lance maritime du littoral colombien, rend très difficile la sortie directe de la cocaïne par bateau. Malgré un bilan mitigé et des critiques récurrentes, le Plan Colombie a permis de mieux surveiller les narcotrafiquants du pays. Toujours selon David Weinberger, « l'augmentation significative des actions répressives opérées en Colombie et financées par les États-Unis a eu pour effet de déplacer les groupes criminels colombiens de l'autre côté de la frontière. Ce mouvement [...] s'est accru du fait de l'absence réelle de contrôle et du haut niveau de corruption qui règne au Venezuela ».

« Ils se réorganisent en permanence »

L'une des grandes victoires du président Uribe a été la démilitarisation des groupes d'autodéfense colombiens, également connus sous le nom de « paramilitaires ». La loi Justicia y Paz, en 2005, a permis à 50 000 d'entre eux de déposer les armes et de bénéficier d'une amnistie. Certains, cependant, se sont reconvertis dans le trafic de cocaïne avec le Venezuela, notamment dans les régions du Táchira et d'Apure. Ces bandes criminelles, ou bacrim, profitent de la porosité de la frontière pour y établir des bases arrière, et exporter la cocaïne produite en Colombie, grâce à leurs partenaires vénézuéliens, qui se chargent de la sortir du pays. La plupart des bacrim sont basés à San Cristóbal, capitale de l'État de Táchira, « ville de tous les trafics régionaux », d'après David Weinberger.

Les filières d'acheminement de la cocaïne en provenance de la Colombie se sont professionnalisées, fragmentées, en même temps qu'elles se sont implantées durablement dans la République bolivarienne. « En termes économiques, les narcotrafiquants opèrent en suivant les règles de la flexibilité et de la décentralisation, caractéristiques des entreprises soumises aux exigences des marchés globalisés », constate Adolfo León Atehortua Cruz, recteur de l'Université pédagogique de Colombie. En clair, ils

« Les narcotrafiquants opèrent en suivant les règles de la flexibilité et de la décentralisation »

« se réorganisent en permanence et ouvrent de nouvelles routes transcontinentales », explique Arnaud Jouve, journaliste à RFI. Les filières se spécialisent dans un segment de la chaîne, entre production, transformation du produit, acheminement vers les ports de départ, transport et revente sur les marchés américains ou européens.

Par sa situation géographique ouverte sur la Caraïbe, le Venezuela est en passe de devenir « un nouvel épicerie du trafic régional et mondial de cocaïne », sans pourtant la produire, pour reprendre les mots de Michel Gandilhon, chercheur à l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT). En témoignent les saisies sur des avions en provenance des aéroports vénézuéliens. Le 11 septembre 2013, une saisie record est signalée par la police judiciaire françaises : pas moins



FEDERICO PARRA / AFP

Un soldat vénézuélien monte la garde pendant une opération de destruction d'un laboratoire clandestin, à 2 km de la frontière colombienne (décembre 2014).

de 1,3 tonne de cocaïne, acheminée sur un vol régulier Air France entre Caracas et Paris. Plus récemment, le 17 mars 2015, un appareil est saisi en République Dominicaine. A son bord, cinq passagers, tous Vénézuéliens, et 450 sacs de cocaïne.

Pour certains, rien n'aurait été possible sans les Colombiens. En mai 2015, le *Wall Street Journal* l'affirme : « Les États-Unis estiment que 131 tonnes de cocaïne, environ la moitié de la production totale de cocaïne colombienne, ont transité par le Venezuela en 2013. » Les arrestations de capos colombiens du côté vénézuélien, de 2004 à 2012,

se sont également multipliées, dont Carlos Alberto Reneria Mantilla, en 2010 à Caracas, chef du dernier cartel, le Norte del Valle.

Assiste-t-on alors à une « colombianisation » du Venezuela ? C'est-à-dire au règne de la violence des barons de la drogue ? Une évidence pour David Weinberger, qui précise : « Le taux d'homicides du Venezuela – 60 pour 100 000 habitants – a dépassé celui de la Colombie en 2007 et compte parmi les plus élevés au monde. On assiste à une banalisation de la violence et à une défaillance de l'État. » Une insécurité qui rappelle les années noires des cartels.

Des « officiels » seraient impliqués dans le trafic

Pis, certains médias nord-américains pointent un fâcheux particularisme vénézuélien : des officiels de très haut rang seraient impliqués dans le trafic, notamment dans la garde nationale bolivarienne, chargée de la surveillance du port commercial de Puerto Cabello, d'où part la cocaïne. C'est le niveau de corruption de l'État vénézuélien qui fait la différence, confirme David Weinberger. Et d'évoquer le Cartel de los soles – en référence aux soleils que portent sur leur veste les généraux – qui dirigerait directement les filières du pays. Selon le *Wall Street Journal*, Diosdado Cabello, président de l'Assemblée nationale et ancien ministre de l'Intérieur d'Hugo Chávez, serait le grand ordonnateur des filières vénézuéliennes. Son passé de militaire lui conserve de belles amitiés dans tous les corps d'armées et lui permettrait de jouer un rôle prépondérant dans le Cartel de los soles. Pour le gouvernement de Caracas, ces allégations médiatiques seraient sans fondement.

Reste que si la Colombie a vu la violence baisser à l'intérieur de ses frontières, la faillite sécuritaire que ses trafics ont engendrée chez son voisin semble transformer le pays d'Hugo Chavez en narco-république. ● **Arnaud Paillard**